

«Net zéro» à l’horizon 2050: un objectif climatique qui nécessite d’investir CHF 12,9 milliards par an

La place financière suisse est en mesure de soutenir efficacement la transition climatique grâce aux crédits et aux instruments du marché des capitaux.

- L’Association suisse des banquiers (ASB), en coopération avec le Boston Consulting Group (BCG), a évalué pour la première fois le volume d’investissement nécessaire pour que l’économie suisse atteigne la neutralité carbone à l’horizon 2050.
- Les investissements requis d’ici 2050 s’élèvent au total à CHF 387,2 milliards, soit en moyenne CHF 12,9 milliards par an.
- La place financière suisse est en mesure de financer la majeure partie des investissements nécessaires – 91 % – par l’octroi de crédits ainsi que sur le marché des capitaux. Pour le solde, qui excède les possibilités de la seule place financière, il y aura lieu de recourir par exemple à des partenariats public-privé.
- Il est essentiel que les entreprises et les particuliers investissent en permanence dans des projets axés sur la durabilité, comme les rénovations de bâtiments, la transition vers des processus de production offrant une meilleure performance énergétique, ou encore la conversion des parcs de véhicules. Les banques peuvent assurer un accompagnement efficace à cet effet en proposant des offres adaptées.

L’objectif «net zéro» que s’est fixé la Suisse d’ici 2050 nécessite une réorientation de l’économie suisse vers les activités durables. L’ASB est convaincue que la place financière peut apporter une contribution importante dans le cadre de cette transition. Après s’être focalisée en 2020 sur les activités de placement, en publiant notamment à l’intention des banques un «Guide pour l’intégration des facteurs ESG dans le processus de conseil auprès des clients privés», elle a choisi en 2021 de mettre l’accent sur les activités de financement. La question centrale à cet égard est de savoir comment les banques peuvent soutenir efficacement, en la finançant, la transition climatique de l’économie suisse.

Suisse durable: les investissements nécessaires s’élèvent à CHF 12,9 milliards par an

L'étude réalisée par l'ASB en coopération avec BCG montre que la transition de la Suisse vers une économie sobre en carbone nécessitera sur les trente prochaines années un volume d'investissement total de CHF 387,2 milliards, soit en moyenne CHF 12,9 milliards par an. Cela représente environ 2 % du produit intérieur brut de la Suisse. Ces investissements permettront de procéder à la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les dix secteurs économiques les plus fortement émetteurs en Suisse, afin d'atteindre l'objectif «net zéro» d'ici 2050. Pour l'essentiel, ils concernent les secteurs «Véhicules légers», «Bâtiment» et «Véhicules lourds». Les faits et chiffres résultant de l'étude constituent des informations importantes pour relever de manière constructive et pragmatique les défis à venir.

Les banques sont en mesure de financer une grande partie de la transition par le crédit et le marché des capitaux

Les investissements nécessaires seront finançables en grande partie via l'offre ordinaire des banques. Outre les crédits bancaires et les hypothèques, qui représentent un volume de CHF 10,7 milliards (83 % des investissements annuels nécessaires), CHF 1,0 milliard (8 %) pourrait être financé sur le marché suisse des capitaux. Les crédits bancaires permettant d'assurer la transition climatique représenteraient environ 10,8 % du volume actuel des hypothèques et des crédits aux entreprises octroyés annuellement par les banques suisses. Quant au financement de la transition climatique sur le marché des capitaux (CHF 1,0 milliard), il représenterait 1,6 % du total annuel des émissions d'emprunts à la Bourse suisse.

S'agissant des autres investissements nécessaires, ils concernent à hauteur de CHF 0,9 milliard des biens publics, comme le développement des transports publics, qui sont traditionnellement financés par l'Etat. Le solde (CHF 0,3 milliard) serait plus difficile à financer en raison du manque de maturité des technologies requises. La solution pourrait résider dans des financements mixtes (*blended finance*) ou des partenariats public-privé.

La coopération entre l'Etat, les entreprises et la place financière jouera un rôle décisif

Pour réussir la transition climatique et assurer son financement, il est essentiel que l'Etat, les entreprises et la place financière unissent leurs forces au mieux.

L'Etat crée les conditions-cadres requises

Il appartient à l'Etat de créer des conditions-cadres optimales. Les entraves et les restrictions réglementaires ou fiscales aux activités de financement sont à éviter. Seule une place financière forte sera en mesure de jouer le rôle décisif qui lui incombe dans le financement de la transition de la Suisse vers une économie sobre en carbone. Le régulateur peut en outre créer des incitations qui, dans l'optique d'une approche *green supporting*, favorisent les financements axés sur la protection du climat. Enfin, la publication systématique d'informations climatiques concernant les entreprises et les projets à financer constitue un préalable important aux financements.

Les banques conseillent et financent

De nombreuses banques ont adhéré à des initiatives internationales comme les Principes pour une banque responsable (Principles for Responsible Banking, PRB), publient des chiffres sur leur compatibilité climatique (p. ex. TCFD, tests de compatibilité climatique de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)) ou proposent des offres dédiées au financement

des investissements axés sur la protection du climat. L'ensemble de la branche – des banques régionales aux grandes banques en passant par les banques cantonales – et toute la gamme de ses prestations – hypothèques, crédits aux PME, leasing de véhicules, opérations sur le marché des capitaux, etc. – devront être au rendez-vous pour apporter des réponses idéales aux différents besoins de financement. De nombreux exemples concrets montrent que les entreprises et les banques savent réaliser avec succès des projets durables.

Les entreprises doivent investir

La mise en œuvre de diverses mesures visant à réduire les émissions de CO2 nécessite des efforts considérables, dans tous les secteurs économiques. Il est essentiel que les entreprises, tous domaines confondus, privilégient systématiquement la durabilité et investissent à cet effet. Les nombreux projets en cours dans différents domaines montrent que l'on avance à grands pas vers une production décarbonée. Mais il appartient à l'Etat de créer des conditions-cadres et des incitations propices à l'investissement dans des projets durables, au sein des entreprises comme parmi les citoyennes et les citoyens. Les banques peuvent accompagner efficacement cette transition en proposant des offres adaptées ainsi que des prestations de conseil financier.

A propos de l'Association suisse des banquiers (ASB)

En tant qu'association faîtière du secteur bancaire, l'ASB est la voix des banques. Elle s'engage en faveur de conditions-cadres optimales pour la place financière suisse, sur la scène nationale comme internationale. Elle défend les intérêts du secteur bancaire auprès des décideuses et des décideurs économiques et politiques, du gouvernement et des autorités de surveillance. Elle prône l'ouverture des marchés, la liberté d'entreprendre et des conditions de concurrence équitables. Elle est aussi un centre de compétences, riche de connaissances spécialisées en matière bancaire, qui se positionne résolument sur les questions pertinentes pour l'avenir. Créée à Bâle en 1912, l'ASB compte aujourd'hui plus de 250 établissements membres et environ 11 500 membres individuels.

A propos du Boston Consulting Group (BCG)

BCG accompagne les dirigeant.e.s du monde entier (entreprises, Etats, ONG, etc.). Il est à leurs côtés pour les aider à relever leurs plus grands défis. Créé en 1963, il a été le pionnier du conseil en stratégie. Aujourd'hui, il aide ses client.e.s dans toutes leurs transformations afin d'accélérer leur croissance, renforcer leur avantage concurrentiel et générer un réel impact. La réussite des organisations passe aujourd'hui par leur capacité à associer les meilleures ressources humaines et digitales. Les équipes de BCG apportent une expertise industrielle et fonctionnelle approfondie aux client.e.s. BCG propose des solutions qui s'appuient sur du conseil de très haut niveau, du design, le déploiement de nouvelles technologies ou encore la création d'entreprises digitales – en respectant toujours la raison d'être des entreprises. BCG travaille avec ses client.e.s selon un modèle collaboratif unique, à tous les niveaux de l'organisation. L'entreprise, présente dans une cinquantaine de pays et plus de 90 villes, compte 22 000 collaboratrices et collaborateurs à travers le monde. Elle a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de USD 8,6 milliards.

Contact Médias

Monika Dunant

Responsable Relations Publiques et Média

+41 58 330 63 95

Deborah Jungo-Schwalm

Senior Communications Manager

+41 58 330 62 73